Nos Ministres successifs affirmaient que *« l'aquaculture est une priorité pour assurer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire des populations ».* Or, c'est à partir d'aujourd'hui 22 Mai 2012 que nous commençons à manger le poisson d'importation.

Un rapport publié hier le 21 Mai 2012 par la NEF (New Economics Foundation) et OCEAN2012 montre que si la France comptait sur sa seule production (pêche et élevage) pour alimenter son marché intérieur, la consommation s'arrêterait aujourd'hui faute d'approvisionnement et le reste de l'année reposerait sur les importations, en se basant sur leur consommation actuelle.

Le rapport intitulé « Fish Dependence: The increasing reliance of the EU on fish from elsewhere » révèle dans quelle mesure les États membres de l'UE importent du poisson en exportant et/ou en encourageant la surpêche. Les stocks halieutiques sont une ressource renouvelable ; pourtant, selon les chiffres de la Commission européenne, nous y puisons des poissons plus vite que les stocks ne sont capables de se reconstituer. Nous partons alors à la pêche au poisson des autres.

En France, le jour de dépendance à l'égard du poisson survient bien plus tôt que pour l'UE dans son ensemble : le 22 mai pour l'une contre le 6 juillet pour l'autre. Depuis 2000, la France a ainsi perdu un mois d'autonomie. Cette année là nous « tenions » jusqu'au 21 juin; puis nous avons d'année en année perdu de précieuses semaines d'autonomie. Chaque français consomme annuellement 35 kg de produits de la mer (25kg de poissons et 10kg de crustacés et de coquillages) que les flottilles françaises ne sont plus en mesure de lui fournir.

Le rapport indique que:

Si l'UE devait consommer uniquement les produits de la mer provenant d'eaux communautaires, elle serait à cours de poisson dès le 6 juillet, ce qui la rendrait entièrement dépendante du poisson provenant du monde entier à partir du 7 juillet en se basant sur sa consommation actuelle.
La France est davantage "dépendante à l'égard du poisson" que la moyenne de l'UE des 27, à l'instar de l'Espagne (25 mai), du Portugal (30 mars), de l'Allemagne (20 avril) et l'Italie (21 avril).
Les effets de la surpêche de nos propres stocks halieutiques dans l'UE, et donc de la disponibilité du poisson sur les marchés et les étals des supermarchés, sont masqués par les poissons importés d'autres régions du monde.
Le développement de l'aquaculture communautaire n'a pas permis de compenser l'accroissement de notre dépendance à l'égard du poisson non communautaire.
"C'est tout simplement sur la survie de la pêche européenne que les parlementaires

européens seront appelés à se prononcer en septembre."

« Ce rapport souligne le fait que, si l'on veut des poissons et fruits de mer issus d'une production durable, nous devons nous assurer que les décideurs politiques adoptent et mettent en œuvre une politique de la pêche responsable. La réforme de la politique commune de la pêche de l'UE doit garantir la viabilité de la pêche européenne au lieu d'importer des quantités toujours plus importantes de poisson en exportant la surpêche, » a poursuivi Stéphan Beaucher, conseiller politique sur la PCP pour OCEAN2012.

« C'est tout simplement sur la survie de la pêche européenne que les parlementaires européens seront appelés à se prononcer en septembre. Soit ils opteront pour des changements radicaux soit ils reconduiront la situation actuelle et c'en sera terminé pour une part importante de la pêche. C'est pourquoi le signal qu'ils enverront à travers leur vote est attendu par les citoyens européens, et pas seulement dans les zones côtières » ajoute Stephan Beaucher.

« La France continue à négliger ses ressources naturelles dans sa poursuite effrénée vers le redressement économique, en augmentant ainsi sa dette de poisson auprès des pays hors EU. Ainsi la racine de cette dépendance reste la surpêche des stocks de la UE, ce qui met en péril les emplois français» a déclaré quant à lui Rupert Crilly, chercheur à la nef/OCEAN2012 et co-auteur du rapport. « En revanche, restaurer les stocks permettraient de maintenir les emplois et la consommation de poisson pour une consommation annuelle de 7,1 millions de français, ce qui équivaudrait à une amélioration de 61 jours de dépendance en passant au 22 juillet.».

NOTES:

1. À propos de la NEF (New Economics Foundation) est un groupe de réflexion et d'action indépendant qui inspire et démontre qu'un véritable bien-être économique est possible. La NEF cherche à améliorer la qualité de vie en mettant en avant des solutions innovantes qui défient le courant de pensée dominant sur les questions économiques, environnementales et sociales. La NEF travaille en partenariat et fait passer les gens et la planète en premier.

2. À propos d'OCEAN2012 : OCEAN2012 est une alliance d'organisations ayant pour objectif la transformation de la politique européenne de la pêche, afin de mettre un

terme à la surpêche et aux pratiques de pêche destructrices et pour assurer une utilisation juste et équitable de ressources halieutiques en bon état. OCEAN2012 a été lancée et est coordonnée par le Pew Environment Group, section dévolue à la conservation de Pew Charitable Trusts, organisation non gouvernementale dont le but est de faire cesser la surpêche dans les océans du monde entier.

Les membres fondateurs d’OCEAN2012 sont la Coalition pour des accords de pêche équitables (CAPE), Ecologistas en Acción, le Fisheries Secretariat (FISH), la NEF (New Economics Foundation), le Pew Environment Group et Seas at Risk (SAR).

CONTACT

Pour plus d’information, contacter: Mike Walker +32 476 622575, mwalker@pewtrusts.org

.